vous pouvez obtenir copies des articles qui vous intéressent dans les sommaires en vous adressant à :
(Espace à la disposition de chaque comité local)

% ATTAC %

Année 2, Numéro 15
février 2002



LES COURRIELS 296 À 304 DE JANVIER 2002



Dans ce numéro :

Sommaire :

? *Adieu Bourdieu*

« Pierre Bourdieu était aussi l'un des fondateurs de notre association … »

? *Le coût d'une frontière vraiment géniale*

« ... ils en font une super-frontière combattant du terrorisme et apôtre du libre échange. »

? *Les armes du pauvre*

« Mme Son Darakhum est de nouveau sur les routes, et cette fois pour une Longue marche … »

? *Attac-France fait son Zénith*

Deux mots revenaient en permanence dans les commentaires : enthousiasme et émotion.

1- ADIEU BOURDIEU
(N°304)

La disparition de Pierre Bourdieu diminue cruellement la vie intellectuelle et sociale de notre pays. Figure exigeante, Pierre Bourdieu avait longuement travaillé sur la production des inégalités, qu'elles soient sociales, culturelles, sexistes. A l'opposé de l'image d'un intellectuel protégé dans une tour d'ivoire, il inscrivait ses recherches au coeur des contradictions sociales, de leurs soubresauts. Lors des événements de l'hiver 1995-96, il avait sur porter haut l'honneur des intel-

(Suite page 2)

lectuels français en s'inscrivant dans une tradition d'engagement généreux, solidaire, sans concession notamment en animant les États généraux du mouvement social. Pierre Bourdieu était aussi l'un des fondateurs de notre association au travers de sa maison d'édition; sa disparition nous peine et nous meurtrit. Attac adresse ses condoléances à ses proches, à sa famille, toutes celles et ceux, qui au travers de leurs engagements multiples étaient devenus ses amis, compagnons de recherche en justice sociale. (Communiqué d'Attac France)
Les messages de sympathie et de deuil pleuvent sur les différentes listes électroniques, tels ceux-ci. « Juste un salut respectueux à la mémoire de Pierre Bourdieu, en qui je salue l'homme et le combattant. » « BOURDIEU Trop rare. Au moment de la disparition du sociologue Pierre Bourdieu, nous nous souvenons encore de sa présence discrète et attentive lors des « Réveillons du 1er mai » tenus la nuit depuis six ans, devant le palais de la bourse à Paris, sur une idée venue de Nantes, pour la Taxe Tobin et contre la dictature de la criminalité financière. Pierre Bourdieu était l'une des trop rares personnalités parisiennes du mouvement militant (avec Susan George et Bernard Langlois), qui se montraient disponibles et accueillantes aux initiatives originales issues de la base. Il nous manquera beaucoup et nous chercherons modestement à poursuivre son travail critique, aux côtés des plus démunis, des bâillonnés, et de toutes les victimes des « violences symboliques ». » « Nous sommes tous des orphelins! Pierre Bourdieu nous a quittés. Puisse son exemple nous donner la force de nous battre encore pour la justice. »
D'autres encore, tel l'hommage du portail rezo.net : « Quel hommage rendre à cet homme dont les idées traversent et agitent nos publications ? Laissons la révérence à ceux qui la pratiquent auprès des morts, quand ils les craignaient vivants, et faisons, ici, acte de référence. » http://rezo.net/ où vous retrouverez des dizaines de textes. Tel l'hommage des éditions Agones à Marseille : « Clin d'œil à Pierre

« Pierre Bourdieu était l'une des trop rares personnalités parisiennes du mouvement militant (avec Susan George et Bernard Langlois), qui se montraient disponibles et accueillantes aux initiatives originales issues de la base.»



COURRIEL D'INFORMATION n°296 du 01/01/2002 BONNE ET HEUREUSE ANNEE

1. **Un bilan 2001**
Mais l'année 2001 est aussi une année charnière qui voit apparaître de nouveaux problèmes. Après Seattle, le mouvement s'était élargi et étendu sur toute la planète dans une croissance linéaire, sans rencontrer de réactions autres que répressives ni de réponses politiques sérieuses. Les attentats du 11 septembre, la guerre en Afghanistan, et la récession économique, qui touche en particulier les États-Unis, vont compliquer la donne.
2. Des profs en prison
Rêve d'élèves ou cauchemar social ? Bien que les grèves d'employés du service public soient illégales dans l'État du New Jersey, les adhérents de la Middletown Township Éducation Association (MTEA, le syndicat d'enseignants de l'agglomération de Middletown) ne pouvaient prévoir que leur grève, qui a commencé le 29 novembre, puisse aboutir à l'emprisonnement de 228 d'entre eux.
3. 2002 à Davos
ATTAC-Suisse vous invite à L'Autre Davos Les résistances contre la mondialisation du capital Discussion sur des alternatives venues d'en bas Conférence internationale, ateliers, débats Samedi, 26 janvier 2002 au Volkshaus Zurich (Stauffacherstrasse 60)
4. 2002 à New York
Au nom de la démocratie, de la justice économique, de la lutte mondiale anti-impérialiste et au nom de la Terre, nous appelons tous les étudiants, militants, agitateurs et citoyens alarmés par une telle situation à échanger leurs idées, leurs craintes, leurs suggestions et leurs tactiques. Nos "dirigeants" n'effectueront jamais le changement de cap nécessaire. C'est à nous de le faire nous-mêmes !

LE COÛT D'UNE FRONTIÈRE VRAIMENT GÉNIALE
(N°301)
PAR NAOMI KLEIN

Les nouveaux coûts de sécurité sont-ils un prix inévitable à payer pour assurer notre stabilité économique ?

Le week-end passé, alors que nous venions de Buffalo (USA) et que nous franchissions la frontière pour retourner en Ontario, notre voiture fut arrêtée par un douanier. "Qu'est ce que vous êtes allés faire aux States ? demanda-t-il. Des achats ?" "OK, bonne journée."
Rien d'anormal en soi, excepté un détail : cet homme arborait un drapeau des États-Unis sur sa manche. Il arrêtait chaque voiture avant de la renvoyer d'un geste vers les gardes-frontières canadiens qui répétaient le même procédé. On avait l'impression d'entrevoir furtivement ce que serait la forteresse Amérique du Nord, dans un futur pas si lointain : une forteresse où les agents de sécurité des États-Unis seront les gardiens non seulement des portes des États-Unis mais du continent entier.
Après le 11 septembre, beaucoup de Canadiens voient une certaine adaptation de la frontière comme le prix inévitable à payer pour protéger nos relations commerciales (700 milliards de dollars) avec les États-Unis. Les exportations atteignent



COURRIEL D'INFORMATION n°297 du 04/01/2002 CACHOTTERIES

1. Invitations aux voyages
La contribution du tourisme à l'uniformisation du monde n'a pas dit son dernier mot. Si nous n'y prenons garde, des parcs d'attraction «universels » et aseptisés risquent de pousser comme des champignons.
Après avoir détruit les derniers « paradis terrestres », l'industrie touristique recréera des paradis stéréotypés. Nous doter d'une vision claire et complète des enjeux touristiques mondiaux, c'est la base indispensable de la résistance à cette fuite en avant.
2. Parlons dette
Le nouveau piège de la colonisation financière, c'est la conversion. Ce nouveau cheval de Troie est l'arme fatale, des soldats du FMI, comme en

témoigne aujourd'hui la situation de l'Argentine. Nous avons connu les moines-soldats, nous connaissons aujourd'hui les économistes-soldats du FMI

3. Les petits secrets de Doha

On rapporte que le Secrétariat de l'OMC est intervenu lorsque le comité d'accueil qatari a mis une affiche avec les sigles des compagnies parrainant l'événement. Le sommet de Doha était parrainé, entre autres, par ExxonMobil, TotalFinaElf, DaimlerChrysler, Samsung et la banque nationale du Qatar. Le Secrétariat de l'OMC a fait ressortir que les politiques de parrainage étaient de la responsabilité des hôtes, soit du gRouvernement qatari .

COURRIEL D'INFORMATION n°298 du 08/01/2002 SOLDES TOUT DOIT DISPARAÎTRE

1. Soldes : 2kg de démocratie pour 1 euro.

Le partenariat euro-méditerranéen (PEM) s'inscrit totalement dans le cadre de la mondialisation libérale. Signé à Barcelone le 27-28 novembre 1995, entre l'Union Européenne (UE) et tous les pays du bassin méditerranéen (à l'exception de la Lybie), le PEM se fixe comme objectif l'instauration d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010

2. Soldes : 3kg de démocratie pour 2 euros.

Nous sommes ainsi bel et bien entrés dans l'ère de la marchandisation de la délibération démocratique. Celle de son affermage aux bandes armées qui apportent une énergie incommensurable à la faire disparaître. Ce préalable obligé à la disparition des « biens communs » accompli, ne restera plus qu'à se partager les dépouilles. Les grands fauves ont faim.

3. Soldes : 4kg de démocratie pour 3 euros.

Les capitaines d'industrie de la planète se sont réunis à Paris début octobre pour la première grande réunion de stratégie consacrée au sommet Rio +10 des Nations Unies, organisée par Action des entreprises pour le développement durable (BASD). Le ton de la conférence a montré que le monde des affaires se ressent des groupes militant pour l'instauration de règles internationales contraignantes applicables aux activités des entreprises.

COURRIEL D'INFORMATION n°299 du 11/01/2002 NAUFRAGES

1. L'" American way of war "

Selon la logique de Washington, des pétards devraient retentir partout maintenant que la croisade antiterroriste vise la cachette d'Oussama Ben Laden à Tora Bora. Cependant, l'Europe manifeste peu d'enthousiasme, le Sud une certaine appréhension, et le monde arabe et musulman fait preuve d'un total abattement.

2. La résistance ne suffit plus, il faut libérer le développement

On ne le dira jamais assez, le drame imposé aux

aujourd'hui plus de 43 % du PIB du Canada, ce qui constitue une hausse exceptionnelle par rapport aux 25 % d'il y a 10 ans. 87 % de ces exportations vont directement aux États-Unis. Avec aujourd'hui plus de la moitié de notre économie dépendant directement d'une frontière ouverte, il est difficile d'imaginer comment le Canada pourrait résister à la pression des États-Unis.

Mais comme le budget présenté lundi le démontre, les Canadiens sont invités à renoncer à bien plus qu'à leur contrôle de la frontière : nous sommes également invités à rendre un gros morceau des dividendes économiques résultant des années d'austérité économiques. Le "budget de sécurité" du ministre des Finances, M. Paul Martin, injecte directement 1,2 milliard de dollars dans la protection de la frontière. Une partie de cette somme est censée protéger les Canadiens contre les terroristes, mais la majeure partie de son affectation doit être vue pour ce qu'elle est : une nouvelle subvention publique au bénéfice des sociétés multinationales. Lorsque les Canadiens ont accepté patiemment des réductions dans les budgets attribués à la santé, à l'assurance chômage, et à beaucoup d'autres programmes sociaux, on leur avoir dit que toute cette austérité était nécessaire pour attirer les investisseurs étrangers. Les supporters de cette politique nous avaient assuré que nous n'étions pas en train de troquer nos programmes sociaux contre le libre échange mais que, bien au contraire, seul le libre échange pouvait générer le genre de prospérité requis pour reconstruire nos programmes sociaux.

> *« Le libre échange a déjà causé beaucoup de dégâts […] Pouvons-nous au moins cesser de l'appeler « libre »? » Naomi Klein*

Seulement il y a un hic : juste au moment où les Canadiens, à la lumière de notre prospérité nationale récente, commençaient à envisager des dépenses vers de nouveaux programmes - en restaurant notre engagement dans les programmes d'aide internationale, par exemple, ou en s'occupant de la pauvreté des enfants -, il s'avère maintenant que le surplus budgétaire ne sera pas employé pour améliorer les conditions d'existence des personnes. Il sera employé pour rendre le commerce plus sûr, "pour garder nos frontières ouvertes" comme le disait M. Martin lundi dernier.

Les revenus du commerce transfrontalier retournent à la frontière : ils en font une super-frontière combattante du terrorisme et apôtre du libre échange. Nous allons avoir "la frontière la plus moderne au monde", s'enthousiasme M. Martin. Il s'avère que c'est ça le legs de toutes ces années de serrage de ceinture : non pas une société meilleure, mais une frontière vraiment géniale.

L'idée est de créer un système de passage des frontières à plusieurs niveaux qui s'ouvre immédiatement pour les affaires mais se ferme aux personnes "indésirables". Ce n'est pas une tâche facile, puisque le transfert des personnes et les échanges de marchandises ont tendance à être étroitement liés. En termes globaux, beaucoup d'immigrés sont des personnes qui ont été déplacées par le commerce, que ce soit du fait de l'agriculture industrielle ou des méga-barrages, qui poussent beaucoup de gens hors de leur terre et les envoient au-delà des frontières à la recherche d'un travail.

C'est pourquoi le projet de M. Martin d'ouvrir et de fermer en même temps la frontière est si coûteux : 395 millions de dollars pour filtrer les réfugiés et les immigrés, 58 millions de dollars pour faciliter le passage des frontières à ceux qui voyagent fréquemment pour leurs affaires, 500 millions de dollars pour prendre des mesures plus énergiques contre les immigrés illégaux, 600 millions de dollars sur six ans pour améliorer la circulation, et ainsi de suite.

Faisons une pause sur l'ironie de la situation : le libre échange était censé abaisser les coûts de transport des marchandises au travers des frontières, encourageant par là les nouveaux investissements. Maintenant, nous sommes devenus si dépendants du commerce (et les États-Unis sont devenus si méfiants sur notre capacité à maintenir l'ordre) que nous

dépensons des centaines de millions de nouveaux dollars juste pour conserver le flux commercial.
Dit d'une autre façon, les coûts qui étaient absorbés par le secteur privé sous la forme de taxes d'importation ou d'exportation et de tarifs de droits d'entrée ont été transférés vers les contribuables sous la forme de coûts de sécurité. La frontière, promesse d'une prospérité florissante, se transforme en gouffre économique.
Annette Verschuren, présidente de Home Depot Canada, a applaudi le budget présenté lundi, en proclamant "nous comptons sur la frontière pour nous assurer que nos marchandises arrivent bien dans nos magasins et tout ce qui accélère ce processus réduit nos coûts."
Les nouveaux coûts de sécurité sont-ils un prix inévitable à payer pour assurer notre stabilité économique ? Peut-être. Mais ils devraient au moins constituer un message d'alerte à nos politiciens, qui font pression pour étendre l'accord de libre échange nord-américain dans l'hémisphère entier.
Le libre échange a déjà causé beaucoup de dégâts dans nos programmes sociaux et sur notre capacité à définir une politique souveraine en matière d'immigration et de réfugiés. Il nous coûte maintenant des milliards sous la forme de dollars affectés à la sécurité.

Pouvons-nous au moins cesser de l'appeler "libre" ?

Naomi Klein.
Texte traduit par Tony de Vuyst et Irène Nouailhac, traductrices bénévoles coorditrad@attac.org

LES ARMES DU PAUVRE
(N°302)
PAR SUPARA JANCHITFAH

LA LONGUE MARCHE

Quand il y a peu d'espoir de réparation publique en leur faveur, les villageois victimes de projets privés ou publics recourent à des rites et à des cérémonies comme instruments de résistance politique - ce ne sont peut-être pas des outils très puissants pour obtenir un changement de politique, mais cela leur ouvre au moins un espace public qui leur est dû dans une société démocratique. cen vue d'obtenir de l'État qu'il ouvre de façon permanente les vannes des barrages de Pak Moon et de Rasisalai.
La Longue marche a commencé avec des gens qui étaient directement affectés par la construction du barrage de Pak Moon et dont la revendication, "Nous avons besoin de l'aide des citoyens" pouvait être entendue partout où ils passaient. "Nous voulons qu'ils comprennent la raison de notre protestation et pourquoi nous avons dû organiser cette Longue marche."
La Marche pacifique a commencé le 9 octobre de cette année, ainsi que l'ont décidé tous les membres de l'Assemblée des Pauvres (AdP). Mme Son a déclaré qu'elle avait accepté de se joindre à cette marche pour transmettre ce message : "Nous n'avons pas d'autre moyen d'informer le peuple de la raison de notre protestation."
Après plus d'un mois passé à braver la canicule, la pluie et maintenant le vent froid, Mme Son a déjà usé deux paires de sandales ; elle a aussi maintenant une idée du nombre de Thaïs abreuvés d'informations fausses par les agences de l'État et

> *« Quand il y a peu d'espoir de réparation publique en leur faveur, les villageois recourent à des rites ou à des cérémonies … »*

peuples par le poids de la dette fait couler beaucoup d'encre et des salives depuis un certain temps. Les conséquences sociales des Programmes d'Ajustement Structurel imposés aux pays du tiers monde par le F.M.I. sont désastreuses. Et les peuples ont entamé une résistance de plus en plus farouche.
3. Après la chute : la crise argentine et ses répercussions possibles
L'inévitable s'est maintenant produit. La stratégie du gouvernement du président de la Rua était de ranimer une économie naufragée en attirant de nouveau les crédits du FMI et le capital étranger. Pour apaiser le FMI et Wall Street, il avait choisi de poursuivre une politique basée sur trois principes qui n'avaient plus aucun sens.



COURRIEL D'INFORMATION n°300 du 15/01/2002 VALENCE, RESISTANCE!

1. Réflexions sur la crise argentine
Personne n'a jamais questionné ni dénoncé judiciairement ceux qui continuent de profiter en toute impunité de biens obtenus de façon malhonnête et qui sont encore dans les sphères du pouvoir ou dans les bureaux du gouvernement, à la recherche de privilèges renouvelés. En fait, personne ne pourrait réellement le faire, même s'il en avait envie, face à une justice également contaminée par la corruption et dont les membres se maintiennent cyniquement dans les plus hautes sphères.
2. Témoignage sur le soulèvement en Argentine
A l'heure où l'on continue de compter les victimes du gouvernement de De la Rúa, qui a pris discrètement la fuite, j'aimerais vous faire partager ce que j'ai vécu lors du soulèvement du 19 décembre, un jour qui fera date dans l'histoire de l'Argentine.
3. La Rébellion transgénique
Les "réfractaires au remaniement végétal" prônent une plus grande précaution vis-à-vis des phénomènes biologiques encore peu élucidés. Le vivant n'est pas une mécanique ordinaire. Tout organisme disséminé dans la nature se propage dans l'espace et dans le temps, marquant le milieu de son empreinte. Il est donc primordial que l'environnement et l'avenir des cultures ne soient pas hypothéqués par les ambitions mercantiles à court terme. + Appel à solidarité concernant les inculpés du procès de Valence.
4. L'avenir sordide du copyright
Ce qui est protégé, ce n'est plus l'oeuvre elle-même mais les moyens de sa protection ; l'application de la loi dépend par conséquent de l'habileté ou de la maladresse des programmateurs. Cette loi n'est pour l'instant applicable qu'aux États-Unis, mais il fallait s'attendre à ce

que d'autres nations, sous la pression des grands trusts du logiciel et de l'industrie des loisirs, suivent cet exemple néfaste et que le DMCA se globalise. Avant même que les législateurs ou le public du reste du monde n'ait pris conscience de son existence, cette loi s' est internationalisée de fait voici quelques semaines lorsque le programmateur russe de 27 ans Dimitri Sklyarov a été arrêté à Las Vegas.

COURRIEL D'INFORMATION n°301 du 18/01/2002 COMMERCE SANS BORNE

1. Pourquoi certains accords commerciaux sont-ils "plus verts" que d'autres ?
L'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain) et l'UE (Union Européenne) ont beaucoup oeuvré pour aplanir les frontières et les barrières entre les nations, au nom du libre échange. Ce mouvement vers une nouvelle ère mondiale ne va cependant pas sans générer des inquiétudes sur le front de l'environnement.
2. Clause sociale et résistance sociale
La demande d'inclure, dans les relations commerciales internationales, des clauses sociales, environnementales et démocratiques est avancée, surtout au Nord, aussi bien par des associations patronales, des États que par des organisations syndicales, sociales et non gouvernementales.
3. Le coût d'une frontière vraiment géniale
Le libre échange a déjà causé beaucoup de dégâts dans nos programmes sociaux et sur notre capacité à définir une politique souveraine en matière d'immigration et de réfugiés. Il nous coûte maintenant des milliards sous la forme de dollars affectés à la sécurité. Pouvons-nous au moins cesser de l'appeler "libre"?

COURRIEL D'INFORMATION n°302 du 22/01/2002 SE REAPPROPRIER L'AVENIR

1. ATTAC France fait son Zénith
Disons, pour reprendre une expression également souvent entendue, que les participants sont repartis du Zénith "gonflés à bloc" et disposés à s'investir à fond dans les débats et les actions d'Attac des prochains mois. Le manifeste 2002 devrait constituer pour eux un outil pratique, non exclusif d'autres.
2. L'Espagne fait sa présidence
Des groupes d'élite de la Guarde Civile collaborent avec les corps européens de police pour affronter la clôture de la présidence espagnole de l'Union Européenne, en juin.
3. Les Armes des pauvres
Quand il y a peu d'espoir de réparation publique en leur faveur, les villageois victimes de projets privés ou publics recourent à des rites et à des cérémonies

les médias. Elle a également réalisé que si les agences gouvernementales ont à leur disposition bien des moyens de faire passer leurs messages, l'AdP ne dispose que de moyens réduits et difficiles d'accès. Bien que l'opinion publique pense que l'AdP est trop exigeante, Mme Son a eu la surprise de constater le nombre de ceux qui comprennent la raison de la Marche des pauvres.

POUSSÉS PAR LA MISÈRE
Pour Mme Noo Ngamdee, qui habite Baan Talad (district de Satuk, province de Buri Ram), c'est la misère qui pousse l'AdP à organiser cette marche de protestation. Un chef thaï, Hmong, se livre à un rituel de punition contre les "méchants". "Nous, les Isans, sommes des gens pacifiques qui aimerions mieux rester chez nous", déclare Mme Noo venue offrir un peu de poisson fermenté et de riz gluant aux marcheurs. "Ces membres de l'AdP suivent cette marche parce qu'ils sont particulièrement malheureux."
Mme Noo est elle aussi d'accord pour que les vannes des barrages de Pak Moon et de Rasisalai soient définitivement ouvertes. Son village, sur les rives de la rivière Pak Moon, a été également victime du barrage. "Maintenant, les hautes eaux mettent très longtemps à baisser dans notre village, dans le temps, les inondations se résorbaient beaucoup plus vite."
Environ 130 représentants des villages ayant des problèmes se sont rassemblés au barrage de Pak Moon et ont commencé à marcher le 9 octobre. Ils ont créé un nouveau village appelé Mae Moon Muan Yuen (vive la rivière Moon !) et occupé le barrage depuis 1999. Ils se sont joints à la Longue marche depuis la province de Ratchathani, à environ 629 km de Bangkok. La plupart marchent pendant 5 jours puis retournent au barrage et un nouveau groupe vient les remplacer, certains font toute la route à pied.

« Les habitants de la zone utilisent la cérémonie de "consécration" de la forêt comme un instrument d'affirmation de leurs droits à la protection de l'environnement. »

UNE PRODUCTION ÉLECTRIQUE INSIGNIFIANTE
Après 11 mois de protestation des villageois auprès de la Maison du Gouvernement, ce dernier a ordonné en juin de cette année à l'Autorité productrice d'électricité de Thaïlande (EGAT) d'ouvrir les vannes du barrage de Paak Moon pour permettre aux poissons de reprendre leurs habitudes migratoires. Quatre mois plus tard, les habitants de la zone ont la joie de voir 119 espèces de poisson revenir dans la rivière Moon, pouvant ainsi recommencer à vivre de la pêche qui peut leur rapporter jusqu'à 500 baths et plus par jour. Les habitants de la zone utilisent la cérémonie de "consécration" de la forêt comme un instrument d'affirmation de leurs droits à la protection de l'environnement. L'EGAT prétend avoir dû fermer les vannes afin que le barrage Pak Moon puisse continuer à produire de l'énergie électrique, ce à quoi les résidents répondent que le barrage atteint une production insignifiante de 40 MW d'électricité, bien trop peu pour que sa commercialisation soit rentable pour l'EGAT.
Selon l'économiste Decharat Sukkumerd, de l'Université de Kasetsat, le coût de production du barrage Pak Moon est de l'ordre de 2,59 baths/kwh, mais si le Gouvernement rendait obligatoire la "gestion par la demande" (GpD), le coût baisserait jusqu'à atteindre 50 satang seulement par kwh. Il a par conséquent suggéré que le gouvernement non seulement satisfasse la demande, mais adopte la GpD. "La GpD est plus économique que tout autre système. Le gouvernement devrait trouver de nouveaux moyens d'économiser l'électricité, de l'utiliser à bon escient et de minimiser les pertes en ligne entre les sous-stations."

RIVIÈRE DE VIE
Pour les locaux, la rivière Moon est plus qu'une simple source d'énergie. "C'est toute notre vie", déclare Udon Thongnoi, qui a rejoint la Longue marche pour un mois. Chaque jour, son groupe et elle se réveillent vers 2-3 heures du matin pour cuire le riz à la vapeur. À 4 heures, ils commencent à démonter le camp de la nuit précédente, qui peut aussi bien avoir été établi dans un temple que dans une salle

de réunion de l'Organisation administrative de Tambon (TOA). Vers 5 heures du matin ils se mettent en route. Tout en marchant, ils distribuent des tracts énumérant les raisons de leur marche. Les réactions varient, certains les acceptent, amorcent une discussion, d'autres se détournent.
Après 3 ou 4 heures de marche, à raison de 10 à 15 km/jour, ils s'arrêtent dans un autre temple ou dans un autre bureau de la TAO après avoir informé les intéressés de leur arrivée. "En général nous sommes bien reçus par les chefs locaux dans chaque village", déclare Vanida Tantivittayapitak, conseillère de l'AdP.
Après le petit déjeuner, vers 9 heures du matin, repos puis visite des maisons du village pour expliquer les raisons de la Marche, étude des problèmes des habitants et collecte de signatures d'appui à la demande d'ouverture des vannes du barrage.
La langue est la même des deux côtés, ainsi que les problèmes. Mais si certains offrent du riz et leur souhaitent bonne chance, d'autres trouvent cette "Longue marche" absurde. "Les membres de l'AdP feraient mieux de s'en retourner travailler dans leurs champs", déclare l'un d'entre eux. Les marcheurs répliquent qu'ils ne peuvent pas s'en retourner car ils n'ont aucun moyen de gagner leur vie : ni terre, ni rivière ! "Rendez-nous une rivière libre et nous rentrerons chez nous pour nous adonner à la pêche !" déclare Udon.

LE POUVOIR DES RITES

Incapables de disposer du pouvoir de l'État pour résoudre leurs problèmes, les pauvres marcheurs ont recours à d'autres moyens : les rites et les cérémonies. Lorsqu'ils passent près de rivières, de canaux ou de sources, ils prient pour que vive cette rivière ou cette source en lui offrant des chandelles, des fleurs ou de l'encens, ou même parfois quelques noix de bétel.

Lorsqu'ils passent près de rivières, de canaux ou de sources, ils prient pour que vive cette rivière ou cette source en lui offrant des chandelles, des fleurs ou de l'encens, ou même parfois quelques noix de bétel.

Ces rites et beaucoup d'autres trouvent leur origine dans leur vie campagnarde, chaque groupe local combattant l'injustice en se basant sur ses propres traditions.
En juillet de cette année, quand les tribus hmongs du Nord ont été accusées de séparatisme par un journal de Chiang Rai, ils ont invité leurs chefs spirituels à prier avec des Hmongs de différents groupes dans les provinces du Nord. La cérémonie de la prière appelait un Esprit à dénoncer un coupable dans le village. "L'Esprit, normalement, punit et maudit le coupable et protège les innocents", a déclaré Vachiraporn Patrakeha un Hmong thaï.
Les indigènes n'ont pas confiance dans les cérémonies et attendent quedes miracles se produisent : en plus des prières contre le journal de Cheng Rai, ils ont déposé une plainte contre lui !. Mais "pour obtenir justice, nous devons nous assurer que l'Esprit prendra l'affaire en main, car le processus dans le monde réel est plutôt lent", dit Vachapiron.
Lorsque les petits patrons pêcheurs du Sud ont manifesté pour obtenir du gouvernement l'application de la loi sur la zone côtière de 3 km, ils ont également prié pour obtenir la bénédiction d'Allah sur ceux qui s'étaient lancés dans cette lutte.
La même cérémonie a été organisée par ceux qui protestaient contre le projet de pipe-line thaï-malais.
Lors de la dernière réunion de l'OMC à Doha, les fermiers et les travailleurs agricoles taïs ont brûlé des piments et du sel pour maudire les pays qui s'enrichissaient aux dépens des pauvres.
"Nous maudissons les USA qui exploitent les pauvres pays du tiers-monde comme nous. Nous voulons qu'ils revoient leur politique de brevets, particulièrement ceux concernant les médicaments contre le sida. Nous voulons qu'ils cessent de voler notre "riz-jasmin" et d'utiliser les accords agricoles pour nous exploiter", a déclaré M. Veerapol Sopha, conseiller du Réseau du peuple isan.
Comme ils ne pouvaient pas aller à Doha, les protestataires ont organisé ce rite à Bangkok. Veerapol a dit qu'il espérait que l'ambassade américaine en comprendrait la signification et demanderaitau gouvernement des USA de revoir sa politique.

comme instruments de résistance politique - ce ne sont peut-être pas des outils très puissants pour obtenir un changement de politique, mais cela leur ouvre au moins un espace public qui leur est dû dans une société démocratique.

4. Défendez-vous des mensonges internationaux!
La politique internationale connaît un étrange destin : en général, elle est méprisée par la grande presse, sauf dans les moments de crises graves. On l'utilise alors, et on en abuse même, pour effacer les grandes polémiques nationales.

5. En Turquie, l'éducation nationale est à vendre
La privatisation de l'éducation n'est pas seulement un problème économique, mais une véritable question idéologique. L'université est une étape importante pour l'implication des jeunes dans la politique.
Désormais, la majorité des enfants d'ouvriers et d'employés seront
privés de leurs chances d'accéder aux études supérieures, à cause des
coûts élevés.

6. La Récession de la nouvelle économie : carnet de notes de l' économie 2001
Pour la première fois en plus d'une décennie, et après cinq ans d'une croissance rapide, l'économie a sombré dans la récession en 2001. Elle avait ajouté en moyenne près de 3 millions d'emplois par an au cours des cinq dernières années. Elle en a perdu 1 million environ en 2001.



COURRIEL D'INFORMATION n°303 du 25/01/2002 VOULOIR LE CHANGEMENT

1. Forum Social Mondial - FSM Direct
Le Forum social mondial débute le 31 janvier à Porto Alegre. Simultanément, ou presque, à Zurich se déroulera l'Autre Davos le 26 janvier, et à New York une mobilisation « Mondialisons la justice ». En France des Forums sociaux locaux auront lieu, en particulier dans le Rhône ou 26 organisations débuteront le 26 janvier les Rencontres pour une autre mondialisation (RAM).

2. Vouloir le changement
A une semaine de l'ouverture du second Forum social mondial (FSM), la tension populaire et médiatique s'est accrue, lundi à Porto Alegre, avec l'arrivée sur place de certains membres du comité brésilien d'organisation, établi à Sao Paulo. Lors de sa première conférence de presse, organisée par les comités brésilien et gaucho, Olivio Dutra, gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, a donné les grandes lignes de cet immense événement.

3. Le Mirage du progrès
Ces vingt dernières années ont été un échec économique dramatique pour la plupart des pays du monde, qui ont vu leur croissance s'effondrer. La Banque mondiale et autres sources officielles publient des données concernant la croissance des revenus par habitant. Toutefois, très peu d'économistes et de journalistes ont été capables de mettre en exergue ce que l'histoire

retiendra indubitablement comme l'échec économique le plus cuisant du XXe siècle, avec la grande dépression.

4. La Mondialisation vue par les producteurs de coton africains

Ces subventions ont des effets pervers sur les économies des pays pauvres, car elles stimulent artificiellement la production et entraîne une surproduction, et donc la chute des cours sur le marché mondial. En subventionnant leurs producteurs de coton les U.S.A. et l'U.E. menacent gravement le coton africain, et donc l'avenir de millions de producteurs.

5. De l'euro à l'euroimpérialisme

Plus qu'un tremplin économique, la nouvelle monnaie européenne, l'euro, correspond à un renforcement de l'identité européenne, de l'eurocentrisme et de l'euroimpérialisme, c'est-à-dire à l'apparition d'un nouveau Léviathan dans l'arène historique mondiale.

COURRIEL D'INFORMATION n°304 du 29/01/2002 ASSEZ DES BASTILLES

1. Adieu Bourdieu

Attac adresse ses condoléances à ses proches, à sa famille, toutes celles et ceux, qui au travers de leurs engagements multiples étaient devenus ses amis, compagnons de recherche en justice sociale.

2. Pas de Bastille pour les libertés

Le 6 février 2002 la Cour de cassation va rendre son délibéré sur l'affaire du démontage du Mac'do de Millau. Si elle décide de

confirmer la peine de 3 mois d'emprisonnement ferme à l'encontre de José Bové, c'est une véritable stratégie politique d'embastillage des leaders syndicaux qui se dévoile, véritables lettres de cachets pour museler toute liberté d'expression.

3. Etonnants Paradis. Le Luxembourg

Le Luxembourg, seul paradis fiscal qui soit membre de l'Union européenne et de l'OCDE profite de sa position pour désamorcer ou retarder, quand ce n'est pas bloquer les initiatives engagées pour lutter contre l'évasion fiscale. Il a donc un rôle clé à jouer dans cette lutte.

4. Dans le doute, fais tout disparaître

L'année dernière, alors que la société Andersen recevait 27 millions de dollars en factures d'audit chez Enron, elle touchait de la même firme 28 millions de dollars d'honoraires pour consultation de gestion.

5. La propriété intellectuelle revient par la porte de derrière

Ou comment les traités bilatéraux imposent des règles bien plus strictes pour les droits de propriété intellectuelle que l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Vous vous souvenez sans doute des déclarations officielles suite à la Ministérielle de L'OMC à Doha sur la propriété intellectuelle, l'accès aux médicaments, le développement du Sud. Eh bien, ne les croyez plus !

6. La générosité hypocrite

Le traité de Marrakech, fondateur de l'OMC, formalise le discours de la générosité hypocrite. On dit aux pays pauvres : « Nous ouvrons nos marchés à vos pro-

Les gens du pays ont "consacré" les forêts lors des luttes qui eurent lieu à l'occasion de la loi sur les forêts de la communauté et lors des protestations contre le gazoduc de Yadana. "Abattre un arbre consacré est un péché, équivalent au meurtre d'un bon moine", a déclaré Pinun Chotiroserani, du groupe Kanchanaburi de défense de l'environnement.

Jorni Odochao, chef des Thaï-Karens, précise que la consécration des forêts et les prières pour la vie des rivières sont des traditions qui mobilisent et unissent ceux qui sont préoccupés par la conservation de l'environnement. "Quand toutes les agences concernées coopèrent, il nous est possible de discuter des problèmes et de mieux les comprendre", dit Jorni.

Dans le passé, les indigènes résistaient au gouvernement central en organisant des groupes armés. Dans les années 1960 et 1970, lorsque le parti communiste était puissant, ils se sont unis pour lutter contre le gouvernement. "Maintenant, nous luttons toujours, mais différemment", déclare Udon. "Nous ne luttons plus pour renverser le pouvoir mais pour pouvoir parler, nous faire entendre, et pour obtenir du gouvernement qu'il tienne ses promesses", dit-elle.

Ce nouveau mouvement social dispose de son propre réseau qui va bien au-delà des frontières géographiques. Les membres du réseau AdP, tant au niveau national qu'au niveau international, savent quels sont leurs droits. Ils ont l'expérience nécessaire pour organiser des manifestations et négocier avec les agences gouvernementales. "Ce que nous voulons, c'est une politique qui corresponde à nos besoins", voilà ce que disent les membres de AdP. Ils luttent pour avoir une chance de participer aux changements politiques qui correspondront à leurs besoins.

« Pourquoi les indigènes doivent-ils protester ou avoir recours à d'autres méthodes pour obtenir ce qui leur a déjà été promis ?"

DERNIER ESPOIR DES "SANS DROITS"

D'après Songyote Waehongsa, de l'Université de Silapakorn, "chaque culture et chaque rituel a sa signification propre dans la lutte populaire". La culture et les rites sont une forme importante de pratique sociale et de lutte symbolique par lesquelles les indigènes expriment leur opposition à un État qui écrase leurs croyances et contrôle leurs moyens de communication.

"S'ils avaient des moyens d'exprimer leurs difficultés et leurs problèmes liés à la politique de l'État, ils n'auraient pas à utiliser ces rites et ces cérémonies", déclare Songyote. D'après lui, le fait de brûler des piments et du sel était utilisé dans les anciens temps pour maudire ceux qui faisaient le mal, par exemple ceux qui les exploitaient.

Vanida, conseiller de l'AdP, interprète ces rites comme une tentative de redresser certaines injustices sociales.

Le Dr Chanthana Banprasirichote, de l'Université de Chulalongkorn, pense que lorsqu'un mouvement populaire a recours à des rituels, c'est parce qu'il essaye de communiquer quelque chose au-delà de sa signification apparente. "Ils veulent dire que leur mode de vie est beaucoup plus profondément ancré dans la Nature que cela n'est perçu par le public." "Ils disent qu'ils respectent la Nature, et qu'ils ont leurs règles [à ce sujet] que le public ferait bien d'apprendre aussi", déclare le Dr Chanthana.

Le conférencier précise que l'utilisation de rites et de cérémonies est intégrée à d'autres formes de résistance : "Il s'agit d'une lutte symbolique contre les groupes politiques conventionnels ; ils protestent pour demander au gouvernement de participer à l'élaboration des politiques."

Bien que ces pratiques n'aient que peu ou pas du tout d'effet direct sur le changement de politique, elles ont en tout cas des objectifs bien définis. "Elles augmentent la prise de conscience des protestataires et favorisent la communication avec le public", dit le Dr Chanthana.

Rites et cérémonies font partie du nouveau mouvement social et les manifestations de protestation sont devenues un élément quasi permanent de notre paysage politique contemporain.

Le Dr Chanthana pose alors la question de savoir pourquoi les plus défavorisés

doivent s'investir ou payer autant pour obtenir quelque changement de politique que ce soit. "Pourquoi l'État ne respecte-t-il pas les droits des indigènes ? Il est inclus dans notre Constitution.

Pourquoi les indigènes doivent-ils protester ou avoir recours à d'autres méthodes pour obtenir ce qui leur a déjà été promis ?"

Supara Janitchifah est journaliste au "Bangkok Post" Première publication : Focus on Trade n° 72
Traduction. Irène Nouailhac, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

ATTAC-FRANCE FAIT SON ZÉNITH (N°302)PAR BERNARD CASSEN

« Il est évident qu'Attac a marqué un très gros point le 19 janvier, et que nos analyses et propositions vont bénéficier d'une écoute accrue dans l'opinion. » Bernard Cassen

Nous avions prévu trop petit pour l'événement d'Attac du 19 janvier : un Zénith configuré à 3 500 places. En fait, très rapidement, il a fallu ouvrir les rideaux du fond et configurer la salle à 6 000 places. Pour respecter les normes draconiennes de sécurité, les portes ont ensuite été fermées par la direction du Zénith. On estime à un millier le nombre de membres et amis d'Attac qui sont venus Porte de Pantin et n'ont pu entrer ! Sur ce seul plan numérique, la réussite de ce rassemblement était déjà éclatante. On pouvait mesurer à quel point les comités locaux d'Attac et les adhérents s'étaient mobilisés.

Présenté par Marc Le Glatin, coordinateur du groupe Attac Culture, le programme, de l'avis unanime, a été à la hauteur des espérances des présents qui ont chaleureusement applaudi toutes les interventions et prestations musicales et graphiques : accueil par la fanfare Les Chevals ; intervention d'Anémone ; d'Ignacio Ramonet, président d'honneur d'Attac ; de José Saramago, Prix Nobel de littérature ; de Susan George, vice-présidente d'Attac ; de Clotilde Ky, militante syndicale et féministe burkinabée ; de Jacques Testart, président de la Commission française du développement durable ; de trois jeunes membres du comité de grève du MacDonald's du boulevard Saint-Denis, de Daniel Mermet, producteur de "Là-bas si j'y suis" à France Inter ; enfin de Bernard Cassen, président d'Attac. Le tout entrecoupé de séquences filmées spécialement pour l'occasion, de projections de photos et d'un accompagnement de caricatures réalisées en temps réel par Charb et Tignous de "Charlie Hebdo".

A 17 h 30, le manifeste Attac 2002, que les différentes interventions avaient mis en perspective, a été rendu public, et les adhérents et animateurs des comités invités à en emporter le maximum avec eux pour distribution. Plus de 100 000 exemplaires ont ainsi été enlevés.

Après la pause, vers 18 heures, le groupes Dood (remplaçant au pied levé Aston Villa, dont le batteur était souffrant) et le groupe Sergent Garcia ont pris le relais dans une ambiance déjà très "chaude". Pendant cette pause, et même au-delà, les stands d'Attac, de la coordination Ile-de-France, des journaux fondateurs et du libraire ont été assaillis par les participants.
Il est impossible de résumer ici les diverses interventions. Elles seront mises rapidement sur notre site, et leur publication est envisagée.

Deux mots revenaient en permanence dans les commentaires : enthousiasme et émotion. Disons, pour reprendre une expression également souvent entendue, que les participants sont repartis du Zénith "gonflés à bloc" et disposés à s'investir à fond dans les débats et les actions d'Attac des prochains mois. Le manifeste 2002 devrait constituer pour eux un outil pratique, non exclusif d'autres.

Il est évident qu'Attac a marqué un très gros point le 19 janvier, et que nos analyses et propositions vont bénéficier d'une écoute accrue dans l'opinion. Il nous faut la mériter par la qualité et la pertinence de nos interventions. Des idées seront prochainement soumises aux comités à ce sujet, et toutes les autres qui surgiront pourront également être discutées.

La parfaite réussite technique de ce rassemblement du Zénith est le résultat d'une triple mobilisation : - celle des personnels du siège—celle de la coordination des comités d'Ile-de-France qui ont pris en charge toutes les tâches d'accueil - celle du groupe Culture d'Attac qui a su rassembler les professionnels hautement qualifiés qui en font partie pour "faire" bénévolement "un Zénith". Précisons également que les trois groupes musicaux n'ont demandé aucune rémunération pour leur participation. Voilà qui en dit long sur le gros capital de sympathie dont Attac dispose dans les milieux de la culture, et que nous allons mieux valoriser à l'avenir.

Tous les adhérents et les comités venus des quatre coins de la France, souvent au prix d'un important effort financier, se souviendront longtemps de ce Zénith dont ils on fait un tremplin pour le développement d'Attac !

Bernard Cassen, président d'Attac France attacfr@attac.org
Vous retrouvez les dessins de Charb et Tignus (Charlie Hebdo), des photos et tous les documents dont le Manifeste 2002 - Avec ATTAC se réapproprier l'avenir à partir de la page : http://attac.org/fra/asso/doc/zenith.htm





attac